TR 159 Amazon, reflet du capitalisme américain ou comment au XXIème siècle fonder un syndicat dans une GE américaine est un exploit

→ article d'Hélène VISSIERE, correspondante de l'Express à Washington.

ÉTATS-UNIS

Amazon : la longue marche des syndicalistes américains

Les employés d'un entrepôt de New York ont voté pour créer le premier syndicat du groupe. Mais le plus gros reste à faire.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)

En mars 2020, alors que la pandémie fait rage, Christian Smalls, un employé d'un entrepôt d'Amazon près de New York, organise une grève pour protester contre les conditions sanitaires. Il est limogé aussitôt par le géant du e-commerce qui l'accuse d'avoir violé les règles de quarantaine. Avec quelques collègues, il décide alors de lancer une campagne pour créer un syndicat. Personne ne lui donne la moindre chance. Amazon, le deuxième plus gros employeur des Etats-Unis, bloque depuis des années toutes les tentatives. Et pourtant, début avril, malgré un intense travail de dissuasion mené par la direction, le personnel a voté à 55 % en faveur de la formation du premier syndicat au sein d'Amazon. Une extraordinaire victoire.

« La pandémie a changé l'environnement du travail, affirme Susan Schurman, professeure à l'université de Rutgers (New Jersey). Les salariés se retrouvent en position de négociation, car les entreprises ont beaucoup de mal à recruter de la main-d'œuvre. » De plus, la crise sanitaire a permis à une partie d'entre eux de comprendre qu'ils étaient des rouages essentiels. Ils font donc valoir leurs droits.

La victoire des employés d'Amazon est d'autant plus sidérante qu'ils n'ont pas bénéficié d'aide logistique ou financière d'une grande centrale syndicale. Ils ont installé un stand à la sortie de l'entrepôt où, grâce à des fonds levés sur GoFundMe, ils ont organisé des barbecues, filmé des vidéos sur TikTok et passé du temps à convaincre leurs collègues. Beaucoup étaient sceptiques. Après tout, Amazon leur garantit un salaire horaire de 18 dollars, bien au-dessus du smic, ainsi que des congés parentaux et une assurance santé. Pourtant, la dégradation des conditions sanitaires, le sentiment d'être traité comme des robots et l'inflation croissante qui grignote leurs salaires – au moment où l'entreprise affiche des bénéfices record – les ont motivés.

Amazon, évidemment, a déployé la grosse artillerie. L'an dernier, la société a dépensé 4,3 millions de dollars pour écraser toute velléité syndicaliste dans ses entrepôts. Elle a bombardé les équipes de textos, imposé moult réunions afin de mettre en garde contre les dangers du syndicalisme. Ces tactiques musclées ont eu l'effet inverse de celui escompté. L'arrestation en février, à l'instigation de la direction, de trois organisateurs et la diffusion d'un e-mail du directeur juridique décrivant Christian Smalls comme un type « pas malin et qui s'exprime mal » ont galvanisé le personnel.

« La loi américaine favorise énormément les employeurs, reprend la professeure Schurman. Il est bien plus difficile de se syndiquer ici qu'en France. » Les obstacles sont multiples. Dans le secteur privé, selon son titre et sa fonction, il est interdit d'adhérer à une centrale. Et une entreprise ne fait quasiment jamais l'objet de sanction si elle licencie un salarié désireux de former un syndicat. Un exemple : Starbucks a récemment congédié sept serveurs d'un café du Tennessee...

A l'entrepôt d'Amazon, le combat à la David contre Goliath n'en est toutefois qu'à son premier round. Le groupe de Seattle va tout faire pour contester la légalité du vote afin d'éviter qu'il n'inspire d'autres tentatives du même genre. Il s'est dit « déçu » de l'issue de l'élection. « Nous pensons que le mieux pour les employés est d'avoir une relation directe avec l'entreprise », lit-on dans un blog de la firme. Celle-ci va faire traîner les négociations sur la convention collective qui durent souvent des années. Pendant ce temps, la direction espère que les meneurs se décourageront ou quitteront leur job, ce qui lui permettra d'annuler la certification du syndicat. Pas étonnant, dans ces conditions, que seuls 10,3 % des travailleurs américains soient syndiqués, moitié moins qu'en 1983.

Fin de l'article

L'exemple d'Amazon fera-t-il boule de neige ? Deux autres centres de distribution du groupe ont organisé un vote. Des syndicats ont récemment vu le jour au *New York Times*, chez Google et REI, une chaîne d'articles de camping. Et depuis décembre, au moins dix cafés Starbucks en ont un et près de 150 autres ont déposé une demande. « Il faut maintenant que les grandes centrales syndicales connues pour leur "inertie" et leur manque de "vision" parviennent à coordonner ce mouvement issu de la base », estime Steven Greenhouse, du think tank The Century Foundation. « L'histoire de Starbucks n'incite guère à l'optimisme sur la capacité du leadership syndical américain à se réveiller », juge-t-il toutefois dans une tribune. Ce dernier n'a rien fait pour « transformer toute cette effervescence en une vague de syndicalisation ». En attendant, chez Amazon, on fourbit les armes. Des deux côtés. ✷

Source : d'Express, 14 avril 2022